

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Le grand jeu a pris fin. Nous avons trop dit dans les semaines passées combien il était dérisoire pour y revenir. Nous sommes maintenant devant une situation de fait, un rapport de forces. Si l'ancienne majorité a été reconduite, il apparaît que son pourcentage de voix est équivalent, à peu de chose près, à celui du bloc de gauche. Incontestablement, toute une fraction de la nation va se sentir frustrée, et cherchera des exutoires pour exprimer son mécontentement.

On assiste d'autre part à un rapprochement des centres qui totalisent une centaine de sièges. Leur éventuelle coalition pourrait imposer à l'U.D.R. et surtout au Président de la République, une politique dite d'ouverture, qui signifierait en fait l'abandon rapide de notre souveraineté nationale aux mains d'une Europe technocratique et atlantiste.

Derrière toute une phraséologie sur le changement, la novation, née du désir de progrès social et de qualité de vie exprimé par l'opinion, se profile cette menace. Les « réformateurs » n'entendent réformer que la politique étrangère, trop gaulliste encore à leur gré.

Ainsi notre position ne souffre aucune ambiguïté. Les élections n'ayant apporté et ne pouvant, par définition, apporter aucune transformation profonde, on assistera dans les prochains mois à de multiples explosions du pays réel. A ces explosions, nous n'assisterons pas les bras croisés. On nous trouvera au premier rang de ceux qui se battront pour reconquérir leurs pouvoirs.

Enfin, face à une entreprise qui tendrait à nous déposséder de notre souveraineté française, nous serions aussi au premier rang de la lutte de libération nationale.

N.A.F.

2^e tour

société bloquée

que faire maintenant ?

scandaleux

— « Pas avant fin 1974 ! Comment, c'est une plaisanterie ? » — « Non, je dis bien, pas avant fin 1974 ! »

Ce petit dialogue est absolument authentique. De quoi s'agit-il. Vous n'avez pas deviné ? Tout simplement des joies du téléphone en France et plus particulièrement à Paris.

Bien naïvement, je croyais que nous étions une société moderne et qu'à l'heure du « code postal », la communication téléphonique était d'usage courant. Bercé par le ron-ron de la campagne électorale, j'avais en tête des phrases magnifiques, des expressions quasi magiques, « croissance économique », « industrialisation », « la France : le plus riche des pays d'Europe avant dix ans », bref, tout allait pour le mieux dans la plus belle des sociétés capitalistes. Et puis je venais de payer des impôts, je me sentais donc des droits. Fi des oiseaux de mauvais augure !

J'avais besoin d'un téléphone, j'allais donc le demander. Bien sûr, un peu atteint par la perfide propagande de l'Union de la Gauche, je me doutais qu'il faudrait un petit délai. Mais deux ans ! J'ai cru rêver.

Mon stylo n'a fait qu'un tour dans ma main. Scandaleux, intolérable ! Il n'y a pas d'expression assez forte pour qualifier cette situation.

Et pourtant, il y a quelque temps, on nous affirmait que tout allait changer, que des sociétés de financement mixte (Finextel, Codetel, Créditel) prenaient l'affaire en main (et l'épargne des Français aussi), et que l'on verrait ce que l'on verrait. Eh bien j'ai vu, j'ai entendu. Et je suis loin d'être le seul dans ce cas. Qui accuser ? Un gouvernement fantôme aux mains de la ploutocratie ? Une administration tentaculaire et irresponsable ? Une organisation technocratique, bureaucratique de la société ? Tout cela à la fois sans aucun doute.

Que faire ? Isolé, rien n'est possible. Alors ? Au moins peut-on penser que si l'image de l'homme-au-couteau-entre-les-dents est depuis longtemps périmée, celle du contribuable-au-téléphone-entre-les-dents fera peut-être trembler les puissants de ce jour.

P. D'AYMERIES.

P.-S. — Ah oui ! J'allais oublier de vous dire qu'avec 2.000 à 3.000 F (nouveaux), vous avez droit à une « ligne temporaire ». Evidemment, il ne s'agit pas d'une caution, et cette « avance » ne vous sera jamais retournée. Chacun sait qu'une telle somme est une brouille pour le travailleur français. Sans commentaires !

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 10^e

procès d'angers

nous avons lu pour vous

qu'est-ce que j'apprends !...

par Philippe Ganier-Raymond
(Balland - 17,50 F)

Ce brillant pastiche, cette conférence de presse postiche, que le général de Gaulle est censé avoir tenue « dans son cadre habituel, le 1^{er} février 1973 », nous apprend qu'il n'y a pas de gaullistes...

Ni Georges Pompidou, cruellement portraituré, ni René Plevin, ce « dévôt sans foi », ni Michel Debré qui, après quelques éloges modérés, se voit refuser toute dimension nationale et tout titre à parler au nom de l'orthodoxie, ni Couve de Murville, dont le « verbe économe joint à une certaine dilection pour le lugubre » lui a trop souvent « aliéné les suffrages », ni Messmer, brave militaire, ni Giscard, bien entendu, ni Malraux et sa tendance à n'écouter personne et à « rameuter » Sophocle et Shakespeare à propos de rien.

Seul Chaban-Delmas recueille des éloges à peu près sans restrictions. Il « retrouvera les fonctions dont il est digne ». C'est au prix d'une « forfaiture » que Georges Pompidou l'a chassé de Matignon.

Pour de Gaulle, tel qu'en lui-même enfin... il fut le seul être qui, après Dieu, et avec plus de mérite que lui, puisqu'il était « nanti de moyens comparativement dérisoires », ait su extirper la France du néant. Rayées du coup mille années d'œuvre capétienne !

On aimerait être assuré que Ganier-Raymond ne donne une telle idée du Général et de son œuvre que parce que les nécessités du genre le contraignent à l'imiter non seulement dans sa phrase, mais dans sa superbe et sa manière même de méconnaître tout ce qui s'était fait avant lui ou sans lui.

G.-P. W.

COMMUNIQUE

Le Club de la Plaine Monceau nous prie de communiquer que son premier dîner-débat aura lieu le jeudi 29 mars à 20 heures très précises au « Cercle de la France d'Outre-mer », 79, Champs-Élysées, Paris.

Maître J.-M. Varaut y prendra la parole sur le thème « La Prison pourquoi faire ? » avec la participation de Maître G.-P. Wagner. Maître Varaut dédicacera son livre.

Participation aux frais : 60 F. Trésorière : Mme de Crémiers, 13, rue de Castellane, Paris-8^e. Répondre avant le mardi 27 mars.

En novembre 1970, onze militants d'A.F. ont été inculpés et emprisonnés pour avoir participé à une manifestation au cours de laquelle Jean-Jacques Servan-Schreiber reçut une fessée méritée. Nos amis ont été condamnés et ont dû payer une somme s'élevant à 16.703 francs. Le paiement de cette somme qu'ils ont eu à supporter seuls, sans avoir eu le soutien d'aucun des mouvements se réclamant de l'A.F. (en particulier de celui qui avait inspiré la manifestation), les met dans une situation personnelle difficile. Pour leur venir en aide ainsi qu'à leurs familles, une souscription est ouverte. Adressez votre participation à Y. Aumont, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}, C.C.P. Paris 7170-54.

l'a.f. dans la haute-loire

Les Cahiers de la Haute-Loire viennent de publier la très intéressante communication faite par M. Auguste Rivet au Troisième Colloque Charles Maurras.

Sans doute l'objet d'une telle étude peut-il surprendre puisque ce n'est certainement pas dans la Haute-Loire que l'Action française a connu ses plus grands succès : elle constitue, dans ce département, un mouvement « sans organisateurs et sans organisation », rassemblé autour d'un avocat doué d'une forte personnalité et de deux publications locales.

Cette étude n'en est pas moins extrêmement significative. Elle montre en particulier comment était interprétée et diffusée la pensée maurrassienne : on peut ainsi mesurer le fossé de plus en plus grand qui sépare Maurras de disciples qui mutilent et figent sa pensée. M. Auguste Rivet démontre aussi très clairement l'échec de la tactique de défense catholique mise en œuvre par les royalistes de la Haute-Loire : dans son souci d'unanimité catholique, l'Action française s'est coupée de la majorité des habitants du département et a « négligé sa propre propagande et sa propre organisation ». Sans convaincre durablement beaucoup de catholiques : « pour s'être exclusivement attachée au service de l'Eglise, l'A.F. s'est trouvée désarmée et abandonnée quand l'Eglise l'eut désavouée ».

Mais l'Action française pouvait-elle être comprise dans un département fortement teinté de conservatisme ? Comme le remarque M. Rivet dans sa conclusion, en dehors de quelques points d'accord, d'ailleurs très profonds, « il y a une double antinomie entre les électeurs moyens et la poignée de militants d'A.F., entre les richesses essentielles de la pensée maurrassienne et les habitudes mentales de la droite classique. Peut-être aussi les rigides disciples de Maurras n'ont-ils pas toujours accueilli et transmis sa pensée dans toute son intégrité et avec toutes ses subtilités ? Les uns et les autres, modérés de la droite classique, extrémistes du nationalisme monarchique, n'ont-ils pas confondu l'esprit de caste avec le sens de l'Etat et de l'autorité hiérarchique, l'esprit de chapelle avec la défense de la chrétienté ? N'ont-ils pas remplacé le nationalisme par un provincialisme et un particularisme très chauvins, et n'ont-ils pas laissé finalement la doctrine d'A.F. se dégrader et de dessécher ? ».

B. R.

écologie en france année zéro ?

« Puissions-nous voir l'aurore d'un nouvel âge où l'homme, renonçant à son isolement hostile, vive en harmonie avec le reste de la nature. »

The Ecologist.

Le 15 février dernier, le signe d'une jeunesse s'éteignait en la personne de Pierre Fournier, victime à 35 ans d'une crise cardiaque. Entré d'abord dans l'équipe de *Charlie-Hebdo* (ex-*Hara-Kiri-Hebdo* jusqu'à un certain bal tragique...), Fournier venait de lancer en décembre de l'année dernière une revue mensuelle, *La Gueule Ouverte*, pour laquelle il assumait les responsabilités de rédacteur en chef. Engagé très tôt sur le terrain de l'écologie, Fournier voulait ainsi se donner les premiers moyens d'une « subversion globale et radicale », dépassant en cela la notion de défense pure et simple du « milieu vital ».

Depuis deux ou trois ans, en même temps que déclinaient le gauchisme libertaire et le courant spontanéiste qui nous avaient donné cette révolution avortée que fut mai 68, une part importante du public « gauchisant » non embrigadé à l'intérieur des organisations trotskystes à la dialectique pesante, se reporta vers l'écologie, premier biais d'une démobilisation politique plus ou moins avouée. Le grand public reste en général très sensible aux problèmes d'environnement ; les manifestations des « berges de la Seine », ou « la manif à vélo » ont démontré qu'il était encore possible de mobiliser des foules sur des thèmes purement écologiques.

L'APOCALYPSE EST-ELLE POUR DEMAIN ?

De la recherche fondamentale des scientifiques aux campagnes contre les centrales nucléaires appuyées par des militants, l'écologie forme un tout dans sa contestation d'une « société mutilante et suicidaire » et prône « l'obligation » dès lors « ... de changer de mode de vie en même temps que de prêcher le changement ». Etudier l'histoire et l'évolution de l'aventure écologique au cours de ces dernières années exige de se reporter à ses premiers manifestes, tels que le rapport du *Club de Rome*, ou le « Plan pour la survie » publié par un groupe de scientifiques britanniques « The Ecologist » (1).

En 1968, le *Club de Rome* chargea le *Massachusetts Institute of Technology* (M.I.T.) d'étudier les conséquences à long terme de la croissance continue. Les conclusions de ce rapport firent l'objet d'un livre, aujourd'hui point de référence — et de controverse — dans le milieu des écologistes, sous le titre « *Halte à la croissance ?* » (2). Et si la publication de cette étude permit d'engager le débat entre les sommités du monde scientifique, elle eut aussi selon Gunnar Myrdal (3) le mérite de faire entendre au grand public « le cri d'alarme des écologistes : il faut renoncer à suivre la voie d'une croissance illimitée ».

L'équipe des chercheurs américains, s'appuyant sur la technique des « dynamiques de systèmes », adopta cinq variables, à savoir : la surpopulation, la production industrielle, la production agricole, les phénomènes de pollution et le gaspillage des ressources naturelles. Le modèle mathématique ainsi composé fut soumis à ordinateur et amena de graves conclusions sur les chances de survie : « Si les tendances actuelles

se prolongent, la croissance exponentielle de la production, de la consommation, de la pollution, de l'usage des matières premières dans le monde, nous portera à une situation absolument intenable : saturation humaine de la planète, appauvrissement de notre milieu, taux de toxicité dans l'atmosphère et dans les eaux... » (4).

Halte à la croissance ? n'est pourtant pas exempt de critiques. La première dénonce le mythe scientifique qu'a exploité le M.I.T., le choix du modèle par trop occidental, l'adoption de la notion contestable de Produit National Brut (P.N.B.). Le refus, par ailleurs, de prendre en compte les problèmes sociaux et politiques déformant les résultats et faussant l'intérêt d'une telle étude. Rendre responsable des crises sociales ou des guerres à venir l'explosion démographique n'est pas une explication suffisante, même si les problèmes de surpopulation sont réels, comme au Japon.

CHANGER OU DISPARAITRE

Le second point de référence de cette approche du phénomène écologique concerne l'étude *Changer ou disparaître* par The Ecologist. Tout l'intérêt du livre tient à son découpage entre le constat que dresse l'équipe de Goldsmith et le projet ébauché d'une reconversion. Reprenant à leur compte l'analyse du M.I.T., *The Ecologist* préconise une régulation sociale « pour compenser la chute de notre taux de mortalité » (1). Or, selon le rapporteur d'une table ronde de « Jeunes scientifiques venus de pays développés et du Tiers Monde », « ... un taux élevé de croissance démographique serait le symptôme, et non la cause, du sous-développement qui est dû en fait à l'exploitation politique des pays en voie de développement par les pays développés. » (3).

Le problème du gaspillage et des risques d'épuisement des sources d'énergie est autrement plus intéressant. Les prévisions proposées sont effarantes : « au taux de consommation actuel, nos réserves connues de gaz naturel seront épuisées en l'espace de 35 ans, et celles de pétrole en 70 ans. Mais si les taux de croissance restent exponentiels, comme ils l'ont été depuis 1960, il ne faudra que 14 ans pour l'épuisement des réserves de gaz naturel, et 20 ans pour celles de pétrole. » (1). L'avenir promis à l'énergie nucléaire amène les chercheurs britanniques à se pencher sur les problèmes de pollution thermique causée par l'utilisation de grands volumes d'eau ou d'air pour le refroidissement des centrales et susceptibles, par suite d'une hausse de température, de briser l'équilibre de l'« éco-système » ; la question des polluants radio-actifs n'a pas encore été résolue, de même que la mise en lieu sûr des déchets radioactifs (cf. : devant les risques courus, les Etats-Unis ont préféré suspendre leur programme d'implantation de centrales nucléaires).

La pollution par le pétrole atteint surtout l'océan, le plus gravement menacé à l'heure actuelle dans la destruction de l'équilibre écologique — bien que pour certains cet « équilibre » ne soit qu'un mythe (4). Lors du Festival International de Télévision de Monte-Carlo, une production de la télévision belge « Destination mer du Nord » reçut un prix spécial destiné au meilleur film sur l'environnement. Le film dénonce le trafic des déchets toxiques en provenance de la zone hyper-polluante que constitue l'axe Rhône-Rhin, transportés par bateaux puis déver-

sés en pleine mer. Mais ce sont encore les opérations de vidange des pétroliers qui sont tenues pour responsables de la pollution des mers. Il suffit de savoir que près de 1 % en poids de la cargaison est perdu par suite de sédimentation et se dépose au fond des citernes, d'où l'obligation de laver les citernes par crainte d'explosion. Comment, dans de telles conditions, a-t-on pu donner le feu vert pour la construction d'un prochain pétrolier de 700 000 tonnes ? Le cas de la Méditerranée est spécialement alarmant, parce que mer fermée, si « en 1975, sur un trafic mondial de 1 650 millions de tonnes de pétrole brut transportées par mer, plus d'un tiers sera débarqué ou transitera dans des ports de la Méditerranée. » (5).

La pollution par les métaux lourds, moins connue, peut affecter gravement le système nerveux de l'homme. L'exemple le plus spectaculaire est le cas du Japon où l'on a enregistré 111 cas graves (dont 44 morts) d'empoisonnement par le mercure après consommation de poissons pêchés dans les eaux lourdement polluées, celles de la baie de Minamata. On en cite également 26 cas graves (avec 5 morts) pour la ville industrielle de Niigata. » (1).

UNE BATAILLE ENCORE CONFUSE

Le Plan pour la Survie que propose The Ecologist insiste sur la nécessité de revenir « aux processus « naturels » ou autorégulateurs d'eux-mêmes » en prenant soin, cependant, de respecter l'étape visant « une série de mesures improvisées, qui s'efforceront de substituer aux facteurs les plus dangereux de ces tendances des moyens technologiques moins dommageables à court terme ». La pensée profonde du groupe, on la trouve exprimée dans la préface de l'ouvrage sous la forme d'un brillant espoir : « Puissions-nous voir l'aurore d'un nouvel âge où l'homme, renonçant à son isolement hostile, vive en harmonie avec le reste de la nature ».

Derrière la recherche écologique, transparaissent des intentions profondément humanistes ou malthusiennes, désespérées ou messianiques. *Bataille écologique, bataille confuse*. Chaque proposition énoncée appelle irrémédiablement sa controverse appuyée par un bataillon de chiffres et de graphiques dénonçant par la même occasion « les extrapolations pseudo-scientifiques ». Faut-il craindre qu'en l'état actuel de nos connaissances (6) — formule consacrée —, il en soit pour l'écologie, comme il en était pour Socrate de la Connaissance, à savoir que « tout ce que je sais, c'est que je ne sais rien » ?

Philippe DELAROCHE.

La semaine prochaine : *Ecologie et Politique*.

(1) *Changer ou disparaître*. Plan pour la survie, par The Ecologist. Ed. Fayard, 1972.

(2) *Halte à la croissance*. Rapport du Club de Rome. Ed. Fayard (1972).

(3) *Le Courrier de l'Unesco*, janvier 1973.

(4) Dans *le Courrier de l'Unesco*, Miguel Ozorio de Almeida écrit en substance qu'il s'agit « de trouver les modes les plus efficaces d'un déséquilibre écologique durable » et ajoute : « Le problème n'est pas d'exterminer illico l'espèce humaine, au nom de l'équilibre écologique, mais bien de continuer à exercer notre art d'exploiter les ressources naturelles, et le plus longtemps possible. »

(5) *Courrier de l'Unesco*, janvier 1973. Article de Carlo Munns.

(6) Rapporté par Miguel Ozorio de Almeida : « Des vingt et un polluants tenus pour les plus graves, on n'a de connaissances précises et sûres que sur un seul. »

6. le projet royaliste

Après le long entracte électoral, voici l'heure de l'engagement décisif.

Le pompidolisme au pouvoir pour trente ans ? On peut se poser la question au terme de ces élections génératrices d'amères désillusions : voici Mitterrand-Marchais en pleine déconfiture, et Lecanuet qui perd son pari de constituer l'indispensable béquille de pompidolisme minoritaires. Que d'efforts, de promesses et d'argent pour ce piètre résultat, où l'on constate simplement une nouvelle répartition du poids respectif des différentes tendances de la majorité.

Pourtant, au niveau du pays légal comme dans le pays réel, plusieurs facteurs risquent de remettre en cause les orientations passées du pompidolisme, ainsi que le calme artificiellement créé sur le plan social par le combat électoral.

DEUX HYPOTHESES

Dans le pays légal tout d'abord, la reconduction de la majorité sortante n'indique pas nécessairement que le gouvernement que M. Pompidou fera constituer par un Premier Ministre dans quelques jours aura une composition identique aux précédents. Sans doute le Président de la République n'a-t-il pas besoin de M. Lecanuet. Mais, sans oublier que ce dernier lui a rendu un fier service entre les deux tours, il est probable que les dirigeants des *Républicains indépendants*

après l'entr'acte élec

et du *Centre Démocratie et Progrès* feront pression sur le Chef de l'Etat pour qu'il fasse appel à un ou plusieurs dirigeants du *Centre démocrate*.

Un gouvernement dans lequel figureraient Giscard, Fontanet et Lecanuet s'infléchirait dès lors dans un sens « libéral, social (?) et européen » qui ne serait peut-être pas pour déplaire à M. Pompidou. N'oublions pas en effet que celui-ci, privé de son grand projet européen par l'échec du référendum d'avril 1972, ne serait pas mécontent de le reprendre. Après le flot des promesses diverses faites pendant des mois aux électeurs, n'est-ce pas le meilleur moyen de démontrer aux Français que le gouvernement est capable de concevoir de profondes réformes ? Le regard tourné vers les nuées de l'Europe supranationale, les Français oublieraient plus facilement les conditions de vie qui leur sont faites dans un système que la majorité nouvelle ne songe pas un instant à transformer : Philippe Tesson le faisait bien sentir dimanche soir à la télévision, quand il demandait aux vainqueurs d'annoncer quelques réformes concrètes sans obtenir aucune réponse.

Mais après la représentation électorale, le pays réel laissera-t-il au pouvoir le temps de monter un nouveau spectacle, européen cette fois ? Les résultats définitifs n'étaient pas entièrement connus que les journalistes et les représentants de l'opposition nous faisaient part de leur inquiétude devant les risques d'une explosion sociale, qui naîtrait de revendications trop longtemps conte-

nues et de la déception éprouvée par de nombreux électeurs de gauche devant les résultats de leurs partis.

UN NOUVEAU MAI ?

Aussi peut-on imaginer — et la première réaction de la C.F.D.T. semble l'annoncer — que les prochaines semaines ou les prochains mois seront marqués par de vastes mouvements de revendication sociale qui pourraient être appuyés par les partis de gauche sur le plan politique.

En fait, deux éléments montrent que ces mouvements n'auront sans doute pas le caractère subversif que d'aucuns pourraient craindre. D'abord la première déclaration — très nuancée — de Georges Séguy montre que la C.G.T. entend conserver sa ligne légaliste même si elle est amenée à participer à des journées d'action pour ne pas laisser la partie trop belle à la C.F.D.T. D'autre part, sur le plan électoral, il ne s'agit que d'une partie remise pour les partis de gauche : les élections présidentielles, qui ont lieu en 1976, se préparent au moins deux ans à l'avance et ni le Parti socialiste ni le Parti communiste n'ont intérêt à jouer les trublions, mais bien au contraire à conserver le visage rassurant qu'ils se sont composé.

Si l'on voit mal le P.C. et la C.G.T. modifier radicalement leur stratégie, on peut par contre s'attendre à une flambée de grèves sauvages, exploitées ou non par les groupes gauchistes

la mazurka du centre

Il s'agit d'une comédie-bouffe en quatre actes, mais dont l'épilogue pourrait être sinistre.

PREMIER ACTE

Les *Réformateurs* « purs et durs » se constituent, voici une dizaine de mois, autour de Jean Lecanuet, président du « Centre Démocrate », et de J.-J. S.-S. qui a réussi à mettre la main sur le vieux « parti radical » en provoquant le départ des notables radicaux élus avec des voix de gauche (Faure, Fabre, Billières et consorts...).

DEUXIEME ACTE

Les sondages annoncent : baisse alarmante de la majorité, poussée de la gauche, score très moyen des réformateurs (13 à 15 %) mais suffisant pour en faire les arbitres des élections. Tout le monde sollicite le centre : les socialistes, la majorité.

Les deux meneurs se divisent. Lors d'un meeting tenu au Palais des Congrès, J.-J. S.-S. réserve tous ses coups à la majorité, Jean Lecanuet s'en prend à la gauche. Le premier regrette de ne pas avoir choisi le cheval de gauche, le second se voit déjà ministre de Pompidou.

Bien sûr, Lecanuet s'en défend. Comme dit *L'Aurore*, ce grand homme assoiffé de sincérité ne veut pas renier ses convictions. A moins qu'il ne veuille faire monter les enchères. Ainsi *Minute* (1) décrit un Lecanuet

persuadé jusqu'à dimanche soir de faire 16 ou 17 % des voix et se sentant un destin national (de Premier Ministre).

TROISIEME ACTE

Manque de chance, les résultats du premier tour ne donnent que 12,5 % des voix aux réformateurs, alors que la majorité se maintient à son niveau de 1967. Tragédie ! *Minute* dépeint ainsi les états d'âme de son héros favori : « Aux environs de 20 h 45, le dimanche soir, sur l'autoroute de Normandie, en direction de Paris, roulait à vive allure — non pas à tombeau ouvert — une DS noire. Sur la banquette arrière, à droite, se tenait un homme un peu triste, Jean Lecanuet, futur député de la Seine-Maritime, toujours président du Centre démocrate, encore leader des Réformateurs. Peut-être ministériel, mais pas Premier Ministre. Paris, dont on devinait au loin l'auréole, attendait Jean Lecanuet pour l'engloutir. Conscient des nouvelles énergies qu'il aurait à déployer, il redressa le buste :

— Allons ! dit-il comme pour lui-même. Ce n'est pas le moment de flancher...

Bigre non ! »

Beau comme l'antique, n'est-ce pas ? Ouais ! En fait, l'honnête Lecanuet se demande surtout si, vu le score des réformateurs, il pourra constituer un groupe autonome dans la prochaine Chambre. Il faut pour cela trente élus au minimum.

Et le voilà reçu par la petite porte à Matignon, engageant une négociation de marchands de tapis. Ainsi le C.N.I. Ginoux (soutenu par les réformateurs), bénéficiera à Montrouge du retrait du candidat U.D.R. arrivé devant lui, en échange de quoi tous les candidats réformateurs se retirent dans les autres circonscriptions des Hauts-de-

Seine. Poher essaie, dans le Val-de-Marne, de réaliser la même opération au profit du C.N.I. Lefèvre d'Ormesson. En vain. *L'Aurore*, entre les deux tours, fait des candidats « anti-marxistes » les paladins de l'Occident, même s'ils sont U.D.R.

A Nancy, J.-J. S.-S. (en ballottage difficile alors que Lecanuet est sûr d'être élu), boude.

QUATRIEME ACTE

Dimanche 11 mars : la Majorité conserve 270 sièges (sur 490). Les *Réformateurs* ont 28 sièges, mais sont assurés, avec l'appui de quelques divers droite, de constituer un groupe. Lecanuet ne sera pas l'arbitre automatique de la prochaine Assemblée.

En revanche, il peut former avec les centristes, déjà ralliés en 1969, et les giscardiens, un bloc « libéral et européen » de plus d'une centaine de députés face à l'U.D.R. qui a perdu plus du tiers de ses sièges. M. Pompidou, en 1969, avait digéré sans trop de mal les amis de MM. Duhamel et Fontanet. Il pourrait bien être tenté, pour avoir une majorité confortable, de renouveler l'opération.

Mais quand on connaît la frénésie européenne de Lecanuet et J.-J. S.-S., on peut redouter qu'en contrepartie le chef de l'Etat soit amené à jeter du lest, par exemple en matière de politique monétaire et économique européenne (2). Les *leaders* réformateurs cesseraient alors d'apparaître comme de simples pantins pour se montrer sous leur vrai jour : celui de destructeurs de l'identité et de la souveraineté françaises.

Paul MAISONBLANCHE.

(1) Numéro du 8 mars 1973.

(2) Ainsi une élection qui ne s'est absolument pas jouée sur le thème de l'Europe aurait pour premier résultat l'infléchissement de la politique étrangère dans un sens européen. Quelle dérision !

ectoral, que faire maintenant ?

encore existants : l'exemple de la grève du métro de septembre 1971 et de celle des contrôleurs aériens montre que des minorités de travailleurs — représentant en général une aristocratie du travail peu encadrée par les bureaucraties syndicales — sont en mesure de paralyser pendant longtemps de larges secteurs de l'activité du pays. Verrons-nous dès lors un nouveau « Mai », se situant à la conjonction de ces mouvements sectoriels ? L'hypothèse ne peut être écartée, le printemps 1968 ayant montré combien, dans notre société, les crises pouvaient être rapides et brutales.

Cependant, même si toutes les conditions étaient réunies, un tel mouvement se heurterait à deux obstacles importants : d'abord l'appareil répressif du pouvoir, qui s'est considérablement renforcé depuis cinq ans ; ensuite la politique du P.C. et de la C.G.T. qui n'hésiteraient pas à prendre le train en marche pour mieux infléchir sa direction comme on l'a vu, une fois encore, en mai 1968.

Dans la situation politique actuelle, on ne voit donc pas comment pourraient se résoudre les problèmes qui affectent notre société, bloquée à la fois par les partis qui sont au pouvoir et par ceux qui, étant dans l'opposition, font œuvre purement réformiste. Aussi le sentiment de l'intolérable risque-t-il de gagner un nombre croissant de Français, qui jugeront de plus en plus insupportable leur vie quotidienne et de plus en plus équivoque un système politique qui leur donne la parole — et de quelle façon ! —

tous les quatre ans, mais qui les prive de toute liberté, donc de tout pouvoir. Sans oublier qu'ils risquent plus que jamais d'être la proie des impérialistes anglo-américains et des technocrates de Bruxelles si le gouvernement laisse le champ libre aux premiers et ouvre largement la porte aux seconds.

UNE REVOLUTION REDEMPTICE

Tous les éléments d'une nouvelle conscience politique sont donc en place. Mais celle-ci ne verra le jour que si la *Nouvelle Action française* est en mesure de jouer son rôle d'explication et d'incitation.

Dans les semaines qui viennent, il nous va falloir montrer que la crise globale de notre société, avec ses répercussions sur la vie quotidienne des Français, ne peut trouver de solution que dans une transformation radicale des structures de l'Etat. Dénoncer la démocratie et ses avatars — la centralisation, le capitalisme, la technocratie — sera notre première tâche. Elle nous conduira à poser en termes clairs le problème du pouvoir, de son organisation et de son indépendance, mais aussi celui des pouvoirs plus que jamais indispensables au niveau de l'entreprise et de la profession, de la commune et de la région. Telle est la pierre angulaire de tout projet de civilisation véritable.

Mais la lutte sociale — au sens large du terme — ne peut en aucun cas nous conduire à négliger l'avenir de notre nation. La composition de la nouvelle Assemblée fait peser sur

celui-ci un risque certain, dont nous ne pourrions mesurer l'ampleur que lorsque la composition du nouveau gouvernement sera connue. Mais il est certain que la main-mise anglo-américaine sur notre pays rencontrera notre opposition résolue, de même que tout projet tendant à l'aliénation de tout ou partie de notre indépendance nationale.

Les tâches des militants de la *Nouvelle Action française* sont donc claires. Nous les redéfinissons une fois de plus, au risque de nous répéter :

- défendre la nation menacée par l'offensive anglo-américaine et les rêveries européennes ;
- fédérer les révoltes qui couvent à tous les niveaux de la société en désignant leur objectif unique : l'Etat démocratique ;
- développer notre projet de civilisation, qui ne peut naître que d'une restauration monarchique.

Au fil des semaines, nous donnerons aux militants de la N.A.F. les éléments nécessaires à leur combat. En retour, ils doivent nous fournir rapidement les moyens matériels du développement de notre propagande : nous expliquerons comment dans nos prochains numéros. Après le long entracte électoral, l'heure de l'engagement est venue. Le champ de notre action est vaste. Mais l'histoire montre que ses grands tournants dépendent toujours du petit nombre. A nous d'agir, afin de ne pas rejoindre le camp des vaincus : car notre nation, et ceux qui la composent, risqueraient d'en mourir.

Bertrand RENOUVIN.

L'extrême-droite : tous piégés !

Un peu de réflexion éviterait ces déconvenues amères et ces complicités hypocrites.

L'union de la gauche a donné au moins deux résultats : réaliser la première étape des ambitions de M. Mitterrand et piéger définitivement l'extrême-droite. Davantage par pulsions caractérielles que par souci politique de « raison garder », cette dernière ne s'était pas encore ralliée à la majorité une et indivisible, technocratique, affairiste, semi-centriste et para-européenne. Désormais...

LE « FRONT NATIONAL »

Prenons le cas du « Front National », fédération de quelques groupes d'extrême-droite dont le plus « musclé » est « Ordre Nouveau ». Son ambition avouée était, selon François Brigneau, de rassembler la « droite nationale, sociale et populaire » et de réaliser une percée comparable à celle du M.S.I. italien.

C'était oublier qu'une telle opération n'est possible pour un groupe marginal et minoritaire que

dans le cadre d'une représentation proportionnelle. C'était oublier surtout que pour capter les aspirations à l'ordre (un ordre purement formel) et à l'Autorité (idem) des masses conservatrices, la Majorité, avec ses Marcellin et ses Sanguinetti, est infiniment mieux placée.

Après son score catastrophique au premier tour, le « Front National » a été conduit à préconiser à ses électeurs de faire barrage au marxisme, c'est-à-dire de voter pour la Majorité. Ceci n'a pas été du goût de tous ses membres. La permanence parisienne a été mise à sac. Bref, le « Front » qui commençait sa « longue marche » (cf. *Minute*), éclate comme un pain de plastic. Le « Front » rejoint les « Croix-de-Feu », l'U.D.C.A., le comité Tixier etc... dans le cimetière des illusions électoralistes de l'extrême-droite. Mais gageons qu'à quatre mois de prochaines législatives se créera un succédané promis au même sort.

« ASPECTS DE LA FRANCE »

La même aventure, sur un registre à peine différent, vient d'arriver au groupe dont le journal est *Aspects de la France*. Son directeur, le fils de Maurice Pujo, a multiplié les sacrifices pour maintenir les idées paternelles. Malheureusement, sous couleur de « maintenir l'A.F. », l'équipe d'« Aspects » dénature le message maurassien : le maintien des orientations tactiques d'une période de l'histoire de l'A.F. (l'union avec les « droites ») l'amène à sacrifier ce que Maurras a toujours combattu, l'Etat bureaucratique et conservateur.

Pierre Pujo est bien en peine d'appliquer la méthode maurassienne aux situations nouvelles de 1973 : resté à l'image de l'homme-au-couteau-entre-les-dents, il ne voit pas que le Parti communiste est prêt à jouer son bout de rôle dans l'opérette de la classe politique. De la même façon, tout mouvement de contestation issu du

pays réel est suspecté a priori par « Aspects ». Résultat : « Aspects » du 8 mars titre « NON au marxisme », comme n'importe quel bulletin électoral de la Majorité. Le pieux et naïf Michel Fromentoux conseille la lecture d'une « nouvelle » en forme de politique-fiction sur la victoire de la gauche, écrite par Jean-Claude Frère, féal de la Majorité. Quant à Pierre Pujo, il écrit qu'« il faut d'abord faire échec aux communistes et socialistes » et, sauf exception, de ne pas s'abstenir. Ce qui revient à dire : « Votez Pompidou ».

Un peu de réflexion éviterait ces déconvenues amères et ces complicités hypocrites. Mais n'est-ce pas trop demander à des groupes qui n'ont de politique que le nom ?

Arnaud FABRE.

LA MEMOIRE COURTE...

M. Bourguine, candidat du C.N.I. dans le 8^e arrondissement de Paris contre M. Couve de Murville et contre M. Tollu (réformateur) écrivait avant le premier tour :

« M. Philippe Tollu m'annonce qu'il se désistait en ma faveur le 11 mars, au second tour de scrutin, pour peu que le devance le 4 mars, au premier tour. Je lui garantis ici, la réciprocité. Cet accord est public. C'est pourquoi je l'accepte. »

Bien que irréductiblement opposé au programme fiscal des Réformateurs, je préférerais M. Tollu à M. Couve de Murville, lequel, s'il était élu, serait au Parlement un facteur de division et d'opposition à la nouvelle majorité dont M. Georges Pompidou a besoin en face de l'Union de la Gauche. »

Précédé le 4 mars de 109 voix par M. Tollu, M. Bourguine se retire le surlendemain souhaitant... la victoire de Couve de Murville.

qui paiera la facture ?

La classe politique des Etats-Unis tremble à l'idée de voir son pays réduit à n'être rien de plus que ce qu'il est.

Les plus zélés des américanologues, les plus soumis des américano-esclaves (certains disent, en français, américanoslaves), l'écrivent en toutes lettres et même le proclament au micro des postes périphériques : les Etats-Unis préparent contre l'Europe une guerre monétaire, une guerre commerciale. Ils vont même jusqu'à signaler dans l'ordre les deux temps de ce conflit : *en premier lieu* les monnaies, *ensuite* les échanges internationaux. Ils rapportent en termes de servilité incomparable — et cependant sans changement de parité — que le Président Nixon a décidé que 1973 serait l'année de l'Europe ; ils ajoutent que ce serait aussi l'année de la négociation générale sur les tarifs des douanes qu'ils nomment, bizarrement, le « Nixon round ».

LA BANQUEROUTE AMERICAINE

Il est sans doute permis de répondre que les puissances européennes pourraient voir en 1973 l'année d'un reclassement des Etats-Unis ; ils y mettraient autant d'arbitraire que M. Nixon, mais sans doute le feraient-ils avec davantage de moyens.

Car la vérité apparaît de plus en plus : les Etats-Unis sont en *banqueroute*. Il ne s'agit guère ici d'un mot de polémique. Les définitions ne correspondent que trop : dépenses excessives, emprunts ruineux, ventes au-dessous des cours, manœuvres pour favoriser un créancier aux dépens des autres. Il y a davantage, cette banqueroute est frauduleuse puisque « le failli a soustrait ses livres », puisque le Trésor fédéral américain refuse de soutenir la parité du dollar sur les marchés des changes. Il y a mieux encore : les Etats-Unis ont généreusement choisi leurs amis et leurs alliés pour payer leurs déficits. Ils l'exigent.

Cependant tout le monde le voit et le constate : le dollar est bien malade, l'oncle Sam est nu, grande est la désolation dans l'internationale de l'argent. Quant à « Ugolin, ce vieux vampire » dont parlait le poète Laforgue, il mangerait bien ses enfants « pour leur conserver un père ». Ses

appétits seront-ils satisfaits ? On peut estimer que de telles analyses exagèrent les données réelles. Bien au contraire, on pourrait les tenir pour en deçà de la vérité : devant la limitation accélérée de leurs ressources financières, la classe politique des Etats-Unis tremble à l'idée de les voir réduits à n'être rien de plus que ce qu'ils sont.

DES MOTS, DES MOTS...

On pardonnera peut-être la production d'un document, un peu long certes, mais qui pourra apporter une illustration caractéristique à tout ce qui a été signalé plus haut. Il émane d'un journaliste américain, M. Milton Friedman (1). Ce dernier estime que la crise est « bonne pour les Etats-Unis et pour le monde ». (Tout le monde reconnaît là le style de l'humanisme vertueux qui a fleuri depuis le bon président W. Wilson.) Il ajoute :

« (...) Que doivent faire les Etats-Unis ? Suivre une politique de stabilité monétaire intérieure et n'entreprendre aucune action spécifique en quoi que ce soit qui touche à la crise internationale ? Naturellement, nous regrettons les troubles éprouvés par d'autres pays, mais la crise ne présente pour nous aucune difficulté directe vu que nous n'avons aucun engagement nous liant au prix de l'or ou au taux d'autres monnaies. Nous avons effectivement dit au monde : un dollar est un dollar (2). Vous êtes libres d'acheter ou de vendre des dollars au prix que vous voudrez, de les utiliser pour des achats ou des investissements aux Etats-Unis, ou de les garder. Nous ne nous mêlons pas de l'usage que vous en ferez. Nous n'essayerons pas de fixer le prix du dollar en relation avec d'autres monnaies.

« Là est la politique convenable. C'est ailleurs la politique que mène le Président Nixon (notons par exemple l'engagement qu'il a pris récemment de supprimer tout contrôle sur les mouvements de capitaux à la fin de 1974).

« L'économie des Etats-Unis est forte. Nous avons su restreindre l'inflation avec plus de succès que la plupart des autres nations du monde. Nous demeurons dans le monde la puissance économique dominante. Dans ces conditions, les Etats-Unis peuvent servir le monde au mieux

en maintenant saine leur propre économie et en évitant l'inflation (*sic*). Si nous faisons cela, le dollar demeurera la principale monnaie internationale (*resic*) (2)... »

LA METHODE COUE ?

On a vu que l'excellent Mr Friedman veut soutenir le dollar avec de vaines paroles. C'est avouer bien imprudemment que cette banqueroute monétaire s'accompagne d'une banqueroute politique et s'achève par une banqueroute morale.

Il sera fait appel cette fois à un autre journaliste américain, M. Russell Baker, qui s'interroge sur l'efficacité de la méthode Coué (3).

« ... L'exemple le plus célèbre de solution politique par déclaration a été, à une époque récente, la proposition du sénateur Georges Aiken en vue de terminer la guerre du Vietnam. Il suffisait, selon lui, que les Etats-Unis annonçassent qu'ils avaient gagné la guerre et qu'ils se retireraient.

« C'est en fait la solution que MM. Nixon et Kissinger ont finalement adoptée (après avoir essayé pendant quatre ans une solution plus musclée qu'ils jugèrent impraticable)... »

La méthode Coué ne suffit pas toujours. Elle est aussi inopérante en morale.

Depuis 1918, les Etats-Unis ont accablé le monde de leçons de morale en s'appropriant les ressources de plusieurs nations. Nous ne demandons rien d'autre qu'un renversement de la tendance qui insiste sur ce que les faits dessinent déjà. « Il y a deux solutions possibles : le crime qui nous rend heureux, ou la corde qui nous empêche d'être malheureux », telle est la formule sadienne qui paraît adoptée par les autorités monétaires américaines. Il n'y aurait rien d'extravagant, pour les puissances européennes, à repousser ce sophisme monstrueux, à inviter les Etats-Unis à une plus exacte mesure de nouvelles réalités.

PERCEVAL,

(1) Dans l'hebdomadaire *Newsweek* en date du 12 mars 1973.

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) *Herald Tribune* du 9 mars 1973.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



rennes :

la grève dure toujours

Les enseignants semblent se résoudre assez facilement à former cinq ou six générations de demi-médecins.

Les étudiants en médecine de Rennes sont en grève depuis près de cinquante jours (cf. N.A.F. n° 95). Leurs revendications : l'application effective de la loi (décret du 18 février 1969). C'est-à-dire :

- possibilité d'un externat de trois ans pleins pour tous les étudiants en médecine, soit 33 mois ;
- possibilité, en dernière année, d'un stage interne réel d'un an, avec responsabilités directes ;
- adaptation du « *numerus clausus* » aux *besoins médicaux de la population en Bretagne*, et non au nombre des lits d'hôpitaux.

Dans les faits, le stage externe se trouve réduit à une quinzaine de mois, le stage interne à six mois. C'est d'ailleurs cette dernière décision qui a été à l'origine de la grève.

Le corps professoral trouve justifiées ces revendications, mais déclare que l'infrastructure hospitalière actuelle ne permet pas de les satisfaire. Il constate que c'est seulement vers 1977-1978 que Rennes devrait pouvoir disposer d'un nombre de lits suffisant pour assurer trois ans d'externat à tous ses élèves qui seront à ce moment 217. *Les enseignants semblent donc se résoudre assez facilement à former cinq ou six générations de demi-médecins...*

Or le « *métier* » de médecin diffère de la plupart des professions, car le praticien se doit d'être avant tout et à tout instant attentif à la vie des autres. Les garanties de compétence exigées dans la plupart des professions ne sauraient lui suffire.

De nos jours, la médecine s'appuie sur un grand nombre de connaissances en sciences exactes, mais l'essentiel de l'acte médical reste l'examen cli-

nique du malade, le raisonnement et la déduction qui l'accompagnent et le suivent. Le contact direct, le contact humain, l'intimité qui se créent entre le médecin et son malade, conduisant à l'étude de sa personnalité et de sa psychologie, s'avèrent fondamentaux au même titre que l'examen clinique et ne sauraient être remplacés par le progrès des sciences exactes et le développement des techniques.

La responsabilité de l'omnipraticien est immense, puisque livré à ses seules ressources, à sa seule perspicacité, il doit prendre à tout moment et tout seul une décision dont découle le sort du malade ; il doit donc avoir une solide connaissance de toute la pathologie, savoir pratiquer un examen et conduire un raisonnement clinique.

La participation de tous les étudiants à la vie hospitalière est un élément indispensable à leur formation. Les étudiants ne doivent pas être réduits à l'état d'auditeurs passifs, mais être associés en acteurs aux soins les plus humbles comme aux techniques les plus modernes. *Seule une formation pratique au lit du malade, au contact et sous la conduite de ses maîtres, peut préparer le jeune médecin à la décision et à l'action.* Ceci afin de lui éviter d'être en proie à tant d'angoisses dramatiques le lendemain de son installation : seul en pleine nuit à secourir un malade dans le coma, un enfant qui étouffe ou un blessé de la route. Quand on n'y a pas été préparé, tout cela revêt l'allure d'un véritable drame.

On comprend l'inquiétude et l'indignation des étudiants rennais qui se voient refuser la possibilité d'acquiescer, durant leurs études, une formation médicale pratique digne de ce nom.

J. A.,

Etudiant en 4^e année
à Rennes.

Vient de paraître :

la n.a.f. et la révolution

brochure à diffuser au maximum autour de vous.

Prix : 1 ex. : franco 3 F
5 ex. : franco 12 F
10 ex. : franco 24 F

arsenal

le numéro de mars est paru

radioscopie des élections

mouvement royaliste

réunions

PARIS 7^e

Vendredi 16 mars à 21 h, « Le Mouvement royaliste après les élections », avec J.-M. Bregaint, chez Mlle GAZEAU, 7, avenue de La Bourdonnais.

FEDERATION PARIS NORD-EST

Tous les adhérents de la *Nouvelle Action française* des 3^e, 4^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 18^e, 19^e, 20^e arrondissements sont invités à la réunion constitutive de la Fédération Paris Nord-Est qui aura lieu dimanche 25 mars. Pour tous renseignements s'adresser à la permanence du mardi 20 mars, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan, Paris (19^e) ou au siège de la N.A.F.

PARIS 15^e

Vendredi 16 mars à 21 h, « Les élections législatives : conclusions de la N.A.F. », débat animé par Philippe Villaret, du Comité directeur de la N.A.F., Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (salle en sous-sol), métro Convention.

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92 Sud, 91 Ouest, 94 Ouest, le vendredi 16 mars à 20 h 15, au Café du Commerce, 54, avenue de la Division-Leclerc à Bourg-la-Reine.

• Débat très ouvert à Aix-en-Provence, le jeudi 8 mars, sur le thème *élection-trahison*, après une conférence de Gérard Leclerc. Auditoire très diversifié de militants, de sympathisants, mais aussi d'adversaires ou de personnes venues s'informer sans a priori. Conclusion : la N.A.F. peut très bien se développer rapidement en Provence.

COMMUNIQUE TRANSMIS A L'A.F.P. (Dimanche 11 mars, 23 h)

Le tandem dérisoire Mitterrand-Marchais a servi d'épouvantail à la majorité sortante et lui a permis de réussir une fois encore son chantage au chaos et au totalitarisme. Les élections de 1973 auront en revanche permis aux centristes partisans de l'inféodation à l'Europe germano-américaine, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition provisoire, d'accroître leur poids au sein de la nouvelle assemblée.

La N.A.F. constate que le jeu électoral est totalement inapte à permettre les révolutions nécessaires dans les structures d'une société bloquée, de plus en plus centralisée, bureaucratique et déshumanisante. Elle appelle le peuple de France à se libérer de la classe politique en se mobilisant sur les véritables terrains de com-

bat : entreprise, région, maîtrise de l'espace urbain, opposition à l'emprise des trusts multinationaux.
N.A.F.

notre imprimerie

Créée il y a quatre mois, notre imprimerie fonctionne. Notre supplément « Spécial-élections » et notre revue *Arsenal* y ont été fabriqués. Il nous faut maintenant en faire une entreprise rentable sur le plan commercial. Nous sommes donc à votre disposition pour tous vos travaux d'impression, à des prix très étudiés.

Quelques renseignements techniques : tirage offset, format maximum 50 x 36.

Aider la N.A.F., c'est aussi lui confier vos travaux d'impression.

le tango du désir et du désespoir

Les salles seraient-elles comblées s'il n'y avait entre le regard du film et celui du spectateur une complicité, un accord plus ou moins secret ?

Le cinéma donne-t-il un reflet fidèle de notre société, de ses mœurs, et surtout de son âme ? Si oui, il faut donner raison à Jacques Ellul dont le dernier livre (1), admirable par bien des côtés, établit que l'espérance a déserté notre monde et que notre temps est celui de la déréliction. Terrible absence de la joie. Le bonheur, une idée enfouie dans l'excavation béante de l'ennui, de l'absurde, du soupçon et du mépris. L'amour, la tendresse ? Noyés dans les eaux troubles de l'exhibitionnisme. L'agressivité finit par tout recouvrir. On n'ira pas tous au paradis, quoi qu'en dise Polnareff. On se précipite plutôt dans le plus froid des enfers, celui où l'autre, votre ennemi, vous déchire tandis que vous le laissez à mort.

UNE SOCIÉTÉ COMPLICE

L'an dernier, un film terrible, *Orange mécanique*, nous jetait à la figure l'image d'un univers dont il faut dire qu'il est rigoureusement possible tant le nôtre le prépare, le suscite et déjà l'anticipe. Alex, le jeune héros du film, plus humain malade de violence, de cruauté, de bestialité que « guéri » car le remède est pire que le mal dans le meilleur des mondes, Alex c'est tout un symbole ? Ces derniers mois, le *dernier tango à Paris* prenait la vedette, salué par les critiques les plus en renom, plébiscité par le public dans des salles qui à ce jour ne désespèrent pas.

Gabriel Matzneff a dit dans ses carnets des *Nouvelles Littéraires* (2) ce qu'il pensait de l'œuvre de Bertolucci « ... au risque de peiner M. Bertolucci qui s'imaginerait sans doute qu'il suffit de médire des curés pour être un esprit libre, je n'hésite pas à écrire que *Le dernier tango à Paris* est un film nazi.

Le nazisme ce n'est pas une doctrine politique, c'est un regard. Le regard que dans ce film M. Bertolucci porte sur l'être humain est ce même regard que les médecins portaient sur leurs cobayes et que M. Rachline a fort bien analysé dans *Le bonheur nazi*.

Le spectacle d'un quinquagénaire poilu et bedonnant en train de sodomiser une jeune fille à la moue enfantine n'a certes rien de ragoûtant, mais ce ne sont pas ces histoires de quéquette qui font du *Dernier tango à Paris* un film ignoble. L'ignominie est ailleurs. Elle est dans cette négation de la part divine de l'homme, dans cette approche bestiale du mystère de l'être, dans ce mépris de l'autre, qui sont la marque propre de ce que j'appelle le nazisme. »

Diagnostic dur, mais juste.

La question se pose alors : ce regard de M. Bertolucci est-il unique ou l'image qu'il nous donne est-elle le reflet fidèle du regard d'une société ? Les salles où l'on joue *Le dernier tango* seraient-elles comblées s'il y avait entre le regard du film et celui du spectateur une complicité, un accord plus ou moins secret ?

Ce qui frappe aussi bien dans *l'Orange mécanique* que dans *Le dernier tango*, c'est ce qu'il faut nommer un peu pesamment la dialectique du désespoir et du désir. Le désespoir tente de se dépasser dans le désir, mais le désir renvoie au désespoir, un désespoir nihiliste, ravageur, suicidaire et assassin. C'est bien pourquoi Gabriel Matzneff a mille fois raison de ne pas se polariser sur l'exhibitionnisme et d'insister sur le regard qui est signe de la qualité du désir.

C'est ce que ne comprendront jamais les professeurs de vertu, la race mortellement ennuyeuse des spécialistes de l'anti-érotisme et de l'ordre moral. Comment ne pas voir que l'ordre moral est largement responsable des débordements de l'érotisme, qui n'est jamais qu'une réaction à la pudibonderie puritaine ?

L'HOMME, ÊTRE DE DESIR

On a quelque scrupule à avancer sur ce terrain aujourd'hui piégé par Freud, Reich et Marcuse, mais il le faut. Elle est au centre du grand malaise contemporain. Oui, l'homme est un être de désir. Ce désir a transformé la face du monde. Il l'a transfiguré parfois à l'extrême pointe de la poésie et de la mystique. Quelles que soient sa qualité, sa nature, bête de proie à l'affût, navire ailé fondant sur les étoiles, il veut le soleil et l'univers.

L'an dernier, un ouvrage qui fit grand bruit dans l'intelligentsia parisienne, *l'Anti-Cédipe* de Deleuze et Guattari, mettait à la mode le concept de « machines désirantes » pour désigner les pulsions du monde social et de la production. Pourquoi pas ? Il faut bien que quelque chose explique cet immense ébranlement de la planète, ces gigantesques transformations, ce capitalisme sauvage et prolifique. Mais précisément ce désir qui arrime nos monstrueuses machineries modernes est-il spécifiquement humain, a-t-il de quoi satisfaire l'humanité ? Deleuze et Guattari, à première vue, ne le pensent pas qui font précisément appel au désir contre le capitalisme. Mais quel désir !

Domenach a bien vu qu'il était de fait le grand absent de ce livre qui en parle tout le temps, puisqu'il a commencé par rejeter cette histoire humaine qui se tisse entre individus, puisqu'il l'a réduite à une abstraite machinerie dont le désir indifférencié et le carburant, tout en étant (curieuse bilocation) l'agent négateur et révolutionnaire (3). L'individu humain, le sujet n'étant pas reconnu comme tel, son désir ne pouvait être élucidé. On pourra faire tous les distinguos entre les investissements de désirs paranoïques-fascistes et schizoïdes-révolutionnaires, on ne fera que s'enfermer dans la logomachie des processus impersonnels et le délire des gestes absurdes.

UNE THÉRAPEUTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Le quinquagénaire du *dernier tango* et l'adolescent d'*Orange mécanique* sont indubitablement des paranoïques fascistes. Mais il y a

toute chance pour que la thérapeutique révolutionnaire du désir qu'on nous propose, empire grandement leur état. La raison en est simple. Le fond de cette littérature et de cette sophistique se réduit à un désarroi profond, à un nihilisme activiste, tout à fait accordé au désarroi et au nihilisme d'une société déboussolée.

La violence, la drogue, le mythe de la libération sexuelle sont à la fois des exutoires pour le désir et un divertissement contre l'angoisse du nihilisme. Moyens révolutionnaires ? Que non, instrument de l'aliénation suprême.

Le drame dans cette affaire est que l'amour qui est le vrai visage du désir humain ait complètement disparu. Comment pourrait-il exister dans l'univers de béton glacial de *l'Orange* et le sordide du *Tango* ? Le visage humain, le mystère de l'amour habitent la cité mais la désertent lorsqu'elle est dévastée dans son corps et dans son âme.

Jusqu'ici, la littérature et les arts avaient magnifié le visage humain, célébré la beauté de l'amour et même son échec. La haine recevait son prestige de l'hommage secret qu'elle rendait à son contraire. Il y avait de la grandeur dans Don Juan et sa stratégie de conquête ; c'était une sorte de défi pour la possession des âmes plus que des corps. Nous sommes aujourd'hui très loin des grandeurs et misères de l'amour. La littérature existentialiste pouvait faire soupçonner son retrait de la scène du monde, après qu'il ait été refoulé par la possession sadique et l'abandon masochique. Avec le *Dernier tango à Paris*, et *l'Orange mécanique*, nous savons que c'est fait.

Gérard LECLERC.

(1) Jacques Ellul : *L'espérance oubliée*. Gallimard.

(2) *Les Nouvelles littéraires*. 29 janvier 1973.

(3) *Esprit*, décembre 1972.

PREMIER COLLOQUE D'ARSENAL

Le premier colloque d'Arsenal se tiendra les 14, 15 et 16 avril dans la région grenobloise.

Le thème étudié sera l'autogestion.

Le colloque s'adresse à des participants ayant une solide formation politique et une connaissance étendue des problèmes de l'entreprise. Ils doivent d'autre part s'engager à travailler trente heures pleines pendant les trois journées que durera le colloque.

Pour tous renseignements sur le déroulement des travaux et les conditions d'inscription, écrire au Directeur de la revue, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Attention ! Le nombre des places est limité.